



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Le 21 novembre 2024,

Quand Emmanuel MACRON manque du respect le plus élémentaire envers la République d'Haïti

Les socialistes de Guadeloupe tiennent à exprimer leur indignation à la suite des propos profondément irrespectueux d'Emmanuel MACRON envers la République d'Haïti révélés dans une captation vidéo réalisée en marge du sommet du G20 au Brésil et diffusée ce jeudi.

Depuis des mois, voire des années, la France - en particulier sous la présidence MACRON - est muette et inaudible sur la situation en Haïti, abandonnée à son triste sort, à son immense pauvreté et à un déchaînement de violences qui coûte des vies humaines tous les jours.

Mais, au lieu de s'engager à enfin mieux aider et accompagner Haïti qui vit un drame sans fin depuis des décennies, le président de la République a choisi de recourir à des mots blessants, méprisants et insultants qui reviennent à rendre les Haïtiens responsables de leur sort.

Le fond désastreux, la forme désinvolte, le ton méprisant, le vocabulaire outrancier... : rien ne va dans cette déclaration qui ne fait pas honneur à la France et qui ne rend pas justice à l'histoire.

Car, s'il est bien un pays qui devrait effectuer une introspection sur son rôle dans la décolonisation ratée d'Haïti, c'est tout de même bien la France, comme l'établit clairement et de manière documentée l'enquête parue en mai 2022 dans le New York Times (<https://www.nytimes.com/fr/2022/05/20/world/haiti-france-dette-reparations.html>) qui met en lumière l'impact délétère du remboursement de la dette d'Haïti à la France après l'indépendance.

Si Haïti en est là où elle est aujourd'hui, c'est bien parce que les grandes puissances - dont hélas la France - ont failli et il est aujourd'hui bien trop facile de s'en prendre au peuple haïtien qui souffre et n'entrevoit guère de raisons d'espérer en des lendemains meilleurs.

Les déclarations d'Emmanuel MACRON montrent que la France, sous sa présidence, n'est pas encore prête à se hisser à la hauteur de ses responsabilités historiques.



Olivier NICOLAS
Premier secrétaire fédéral
Secrétaire national aux Outre-mer